



STATUTS PRISSM

PREVENTION DES RISQUES ET SURVEILLANCE MEDICALE

TITRE I. CONSTITUTION ET OBJET DE L'ASSOCIATION

Article 1 – Constitution – Dénomination

Entre les personnes physiques ou morales qui adhèrent aux présents statuts, il est constitué, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 et du décret du 16 août 1901, ainsi que des dispositions du code du travail applicables, une Association qui prend pour dénomination PREVENTION DES RISQUES ET SURVEILLANCE MEDICALE et pour sigle PRISSM – Santé au travail.

Article 2 – Objet

L'Association a pour objet d'assurer l'organisation, le fonctionnement et la gestion du Service de Prévention de Santé au Travail Interentreprises (SPSTI) dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur avec pour mission principale d'éviter toute altération de la santé des travailleurs des entreprises adhérentes du fait de leur travail.

Elle fournit à ses entreprises adhérentes et à leurs travailleurs un ensemble socle de services qui doit couvrir l'intégralité des missions prévues par l'article L. 4622-2 en matière de prévention des risques professionnels, de suivi individuel des travailleurs et de prévention de la désinsertion professionnelle, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Dans le respect des missions générales prévues au même article L. 4622-2, elle peut également leur proposer une offre de services complémentaires qu'elle détermine.

L'Association peut, directement ou indirectement, développer des activités en lien avec sa mission telle que définie par le code du travail.

Elle peut devenir membre ou associée de tout organisme lui permettant de réaliser ses missions ou de faciliter leur réalisation, sur décision de son Conseil d'administration.

Article 3 – Champ d'intervention

Peut adhérer tout employeur relevant du champ d'application de la Santé au travail définie dans le Code du travail, 4^{ème} Partie, Livre VI, Titre II.

Les chefs d'entreprise des entreprises adhérentes peuvent bénéficier de l'offre de services proposée aux salariés (article L. 4621-4 du Code du travail).

Les collectivités décentralisées et établissements publics ayant la personnalité juridique relevant de la médecine de prévention peuvent conventionner avec l'Association pour remplir leurs obligations en la matière dès lors que la réglementation le leur permet.

Peuvent en outre bénéficier des interventions de l'Association, les travailleurs indépendants du livre VI du code de la sécurité sociale s'affiliant à celle-ci (article L. 4621-3 du code du travail).

Peuvent bénéficier des interventions de l'Association, les particuliers employeurs adhérents à l'Association si cette dernière a été désignée à cet effet dans le cadre de l'article L. 4625-3 du code du travail

Article 4 – Siège social

Le siège de l'Association est fixé à Pau (64) – 2 rue Maria Gaëtana AGNESI.

Il pourra, par la suite, être transféré par décision du Conseil d'administration, portée à la connaissance des adhérents notamment à l'occasion de l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration a, dans ce cadre, notamment pouvoir pour procéder à la modification de l'adresse du siège dans les présents statuts.

Article – 5 Durée

La durée de l'Association est illimitée.

TITRE II. COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

Article 6 – Qualité de membre

Peuvent devenir membres adhérents :

- tout employeur relevant du champ d'application de la Santé au travail définie dans le Code du travail, 4ème Partie, Livre VI, Titre II. Le chef d'entreprise, non salarié, peut intégrer l'effectif de l'entreprise déjà adhérente sans nouvelle adhésion ;
- tous les particuliers employeurs adhérant dans le cadre des dispositions en vigueur les concernant (article L. 4625-3 du code du travail).

Par ailleurs, peuvent devenir membres associés ou correspondants, les personnes morales ou physiques suivantes pour lesquelles l'Association intervient :

- les travailleurs indépendants s'affiliant à l'Association;
- les collectivités décentralisées et établissements publics ayant la personnalité juridique conventionnant avec l'Association.

Seuls les membres adhérents participent aux Assemblées générales avec droit de vote.

Les membres associés ou correspondants peuvent participer aux Assemblées générales sans droit de vote.



Article 7 – Conditions d'adhésion en qualité de membre adhérent

Pour faire partie de l'Association en qualité de membre adhérent, les postulants doivent :

- remplir les conditions indiquées à l'article 6 ci-dessus ;
- adresser à l'Association une demande écrite d'adhésion ;
- accepter les présents statuts et le règlement intérieur, ainsi que de respecter les règles de fonctionnement de l'Association dans le cadre de la réalisation de son activité ;
- s'engager à payer les cotisations et autres sommes dues à l'Association.

Article 8 - Perte de la qualité de membre

La qualité de membre de l'Association se perd par :

- la démission : l'adhérent qui entend démissionner doit en informer l'Association par lettre recommandée avec avis de réception. Elle prend effet au 31 décembre de l'année en cours sous réserve d'avoir été reçue par l'Association avant le 1er novembre ;
- la perte du statut d'employeur ;
- la radiation automatique pour non-paiement des sommes dues à l'Association, une relance faisant état de la présente clause de radiation, n'ayant pas donné lieu à régularisation un mois après son envoi ;
- l'exclusion prononcée par le Conseil d'administration pour infraction aux statuts ou au règlement intérieur de l'Association, inobservation des obligations incombant aux adhérents au titre de la réglementation ou tout autre motif grave. La procédure d'exclusion est précisée dans le règlement intérieur.

En cas de radiation, d'exclusion ou de démission, les cotisations restent dues pour l'année civile entamée ; il n'est fait aucun remboursement sur la cotisation de la période en cours.

Titre III. RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Article 9 – Ressources

Les ressources de l'Association se composent :

- des cotisations ou contributions annuelles proposées par le Conseil d'administration et approuvées annuellement par l'Assemblée générale, lesquelles sont payables selon les modalités définies par le règlement intérieur de l'Association;
- des sommes facturées au titre de conventionnements ou d'affiliations avec/à l'Association;
- des facturations de services proposés au titre de l'offre complémentaire faisant l'objet d'une grille tarifaire ;
- des subventions qui pourront lui être accordées ;
- du revenu de ses biens et de toutes autres ressources autorisées par la loi ;
- des éventuels frais et pénalités visés par le règlement intérieur.



TITRE IV. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 10 : Composition

L'Association est administrée paritairement par un Conseil d'administration composé de vingt (20) membres au plus, désignés pour quatre (4) ans :

- dont la moitié de représentants des employeurs, désignés par les organisations représentatives au niveau national et interprofessionnel parmi les entreprises adhérentes, à jour de leur cotisation ;
- et l'autre moitié de représentants des salariés des entreprises adhérentes désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau national et interprofessionnel.

Chaque organisation représentative d'employeurs et de salariés au niveau national et interprofessionnel dispose d'au moins un siège de droit au sein du Conseil d'administration.

En vue de la désignation des membres de son Conseil d'administration, l'Association sollicite les organisations représentatives au niveau national et interprofessionnel au niveau du territoire, 3 mois avant la date de prochain renouvellement.

A défaut de désignation par une Organisation (au niveau du territoire) un mois avant le renouvellement du Conseil, l'Association saisit le siège national de l'Organisation pour obtenir une/des désignation(s). Ces règles sont applicables à compter du premier renouvellement des administrateurs après l'installation du premier Conseil d'administration conforme à la Loi du 2 août 2021.

En cas de sous-désignation

En cas de postes vacants au terme des premières désignations, les Organisations représentatives au niveau national et interprofessionnel du collège au sein duquel des postes ne sont pas pourvus, sont à nouveau sollicitées pour procéder à de nouvelles désignations dans un délai à déterminer suivant la réception de la demande.

En l'absence de réponse, le Conseil d'administration conservera sa composition issue des premières désignations (PV de carence). Dans ce cas, la ou les voix correspondant aux postes non pourvus au sein d'un collège est/sont attribuée(s) de façon égalitaire entre les membres déjà désignés de ce collège, de tel façon que les représentants employeurs d'une part et les représentants salariés d'autre part disposent du même nombre de voix pour respecter l'équilibre paritaire.

Si au terme de cette procédure il demeure toujours des postes non pourvus, les organisations représentatives au niveau national et interprofessionnel pourront à tout moment désigner des personnes pour les pourvoir. Les postes sont alors pourvus.

Si le nombre de personnes désignées par les organisations, suite à cette nouvelle demande, est supérieur à celui des postes à pourvoir, alors il appartiendra à l'Assemblée générale de définir ceux qui siégeront dans la limite du nombre de postes à pourvoir.

En cas de sur-désignation

Si les désignations aux postes d'administrateur par les Organisations professionnelles représentant les employeurs ou par les Organisations syndicales représentatives des salariés,



excédent en nombre celui des postes à pourvoir dans le collège concerné, les Organisations de chaque collège en sont informées en les invitant à une recherche de consensus.

Si le nombre de personnes désignées par les Organisations suite à cette nouvelle demande est supérieur à celui des postes à pourvoir, alors il appartient à l'Assemblée générale de définir ceux qui siégeront dans la limite du nombre de postes à pourvoir.

Durée des mandats

Les membres du Conseil ne peuvent effectuer plus de deux mandats complets consécutifs de quatre (4) ans. Cette règle prévue par la loi du 2 août 2021 prend effet le 1^{er} avril 2022 et ne prend pas en compte les mandats antérieurs.

Si un poste d'administrateur devient vacant en cours de mandat, il est demandé à l'organisation ayant désigné l'administrateur dont le poste est devenu vacant de procéder à une nouvelle désignation. Ce nouvel administrateur siège jusqu'au terme du mandat de l'administrateur qu'il a remplacé.

Peuvent être invités à assister au Conseil d'administration par le Président avec voix consultative :

- des membres de l'équipe de direction invités ;
- des personnes invitées.

Peuvent assister également au Conseil, le Directeur du service (sauf point à l'ordre du jour le concernant directement), des représentants des médecins du travail (conformément à la réglementation en vigueur) et, le cas échéant, des autres membres de l'équipe pluridisciplinaire, avec voix consultative, dans les conditions prévues par le règlement intérieur.

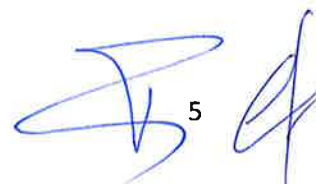
Article 11 : Perte de la qualité d'administrateur

La qualité d'administrateur se perd dans les cas suivants :

- la démission du poste d'administrateur ;
- la perte de qualité de membre de l'Association de l'entreprise dont l'administrateur est dirigeant ou salarié (voir article 6) ;
- la révocation du mandat d'un administrateur, notifiée au Président, par l'Organisation représentative l'ayant désigné ;
- la perte du statut de salarié ou de dirigeant mandaté par l'entreprise adhérente.

Si un administrateur est absent, sans justification, à trois (3) réunions consécutives, le Président ou le vice-Président saisit l'organisation l'ayant désigné pour trouver une solution pouvant aller jusqu'à son remplacement.

En cas de manquement d'un administrateur aux obligations de sa charge, comme en cas d'agissement ou de comportement de nature à nuire à l'Association, l'Organisation l'ayant désigné est saisie par le Président ou le vice-Président en vue d'une éventuelle révocation par l'Organisation qui l'a désigné.



5

Article 12 : Fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration exerce les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'Association, gérer ses intérêts et, en conséquence, décider tous les actes et opérations relatifs à son objet, à l'exception de ceux que les présents statuts confient à l'Assemblée générale ou au Président.

Le Conseil d'administration vote le budget prévisionnel de l'année N+1 et peut adopter en cours d'année des budgets rectificatifs. Le budget de l'année en cours est ratifié en Assemblée générale.

Il propose à l'Assemblée générale le montant des cotisations et les grilles tarifaires.

Le Conseil d'administration se réunit chaque semestre et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande d'au moins deux tiers de ses membres. L'ordre du jour est défini par le Président et le Vice-Président.

Le Conseil d'administration peut valablement délibérer si au moins la moitié des administrateurs sont présents ou représentés. Un membre a la faculté de donner pouvoir à un autre membre pour le représenter au Conseil.


En cas de désignation partielle des membres du Conseil d'administration, la ou les voix correspondant aux postes non pourvus au sein d'un collège est/sont attribuée(s) de façon égalitaire entre les membres déjà désignés de ce collège de telle façon que les représentants employeurs d'une part et les représentants salariés d'autre part disposent du même nombre de voix pour respecter l'équilibre paritaire.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président ou, en son absence, du Secrétaire est prépondérante.


Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire du Conseil d'administration.

Sur décision du Président, le Conseil d'administration peut être réuni par visioconférence ou tout autre moyen de mise en relation à distance adapté. Le membre participant à la réunion du Conseil d'administration à distance est réputé présent. Pendant cette réunion, les votes peuvent être organisés sous forme électronique (email) ou toute autre forme de vote à distance (vote oral, à main levée...).

Le Président peut consulter les membres du Conseil d'administration dans le cadre d'une consultation écrite par mail ou par un autre moyen. La consultation écrite précise ses modalités de déroulement. Une décision adoptée dans un tel cadre est réputée prise en Conseil d'administration. Un relevé de décisions est signé par le Président auquel sont annexés les votes des administrateurs.



6



Article 13 : Bureau

L'Association comprend un Bureau comprenant :

- un Président élu parmi les membres employeurs du Conseil d'administration ;
- un Vice-Président élu parmi les membres salariés du Conseil d'administration ;
- un Trésorier élu parmi les membres salariés du Conseil d'administration ;
- un Secrétaire élu parmi les membres employeurs du Conseil d'administration ;
- un Trésorier-adjoint élu parmi les membres salariés au Conseil d'administration ;
- un Secrétaire-adjoint élu parmi les membres employeurs au Conseil d'administration.

Le collège employeur propose un candidat à la Présidence, un candidat au poste de Secrétaire et un candidat au poste de Secrétaire-adjoint parmi les membres du Conseil d'administration représentant les employeurs, à la majorité des voix de ses membres.

Le collège salarié propose un candidat au poste de Vice-Président, un candidat au poste de Trésorier et un candidat au poste de Trésorier-adjoint parmi les membres du Conseil d'administration représentant les salariés, à la majorité des voix de ses membres.

Les fonctions de Vice-Président ou de Trésorier du Conseil d'administration sont incompatibles avec celle de Président de la Commission de contrôle.

Les membres du Bureau sont élus par le Conseil d'administration parmi les candidats proposés par les collèges pour quatre (4) ans. Ses membres sont rééligibles.

Dans l'hypothèse où un collège proposerait plusieurs candidats pour un même poste, l'élection sera réalisée par le Conseil d'administration entre ces candidats. En cas d'égalité, au terme de trois tours de scrutin, un tirage au sort du candidat élu est opéré.

Le Bureau n'est pas un organe collégial de décisions. Chacun de ses membres dispose des pouvoirs propres définis ci-après.

Article 14 : Président

Le Président représente l'Association dans tous les actes de la vie civile. Il représente notamment l'Association en justice, dans toutes les procédures, tant en demande qu'en défense sur délégation expresse du Conseil d'administration.

Le Président préside les réunions des différentes instances de l'Association dont il est membre, à l'exception de la Commission de contrôle.

Il est chargé de veiller à la conforme exécution des décisions arrêtées par le Conseil d'administration.

Le Président est habilité à ouvrir et faire fonctionner dans tous les établissements de crédit ou financiers tous comptes et tous placements.



Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toute délégation de pouvoir qu'il juge nécessaire dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés. Il en informe le Conseil d'administration à la prochaine réunion qui suit la délégation.

En cas de vacance de la Présidence, le Secrétaire du Conseil d'administration assume l'intérim.

En cas de vacance de vice-Présidence, le Trésorier assume l'intérim.

Article 15 : Vice-Président et Trésorier

Le vice-Président supervise la désignation par les organisations syndicales représentatives des représentants des salariés au Conseil d'administration. Il prépare les ordres du jour du Conseil d'administration avec le Président.

Le Trésorier suit l'élaboration du budget et des comptes annuels. Il présente la partie financière du rapport d'activité au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale. Il exerce ses fonctions aux côtés du Président et du commissaire aux comptes de l'Association, sans interférer dans leur propre mission.

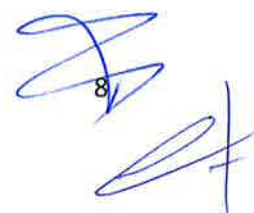
TITRE V : DIRECTION

Article 16 : Direction

Sur proposition du Président, le Conseil d'administration nomme un directeur, salarié de l'Association. Le Président fixe l'étendue des pouvoirs du directeur par délégation et en informe le Conseil qui fournit les moyens nécessaires à cette délégation.

Le directeur met notamment en œuvre, en lien avec l'équipe pluridisciplinaire de santé au travail et sous l'autorité du Président, les actions approuvées par le Conseil d'administration dans le cadre du Projet de service pluriannuel. Il rend compte de ces actions dans un rapport annuel d'activité qui comprend des données relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Il prend les décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement du service nécessaires à la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires ainsi que des objectifs et prescriptions du Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens et du Projet de service pluriannuel.

Il rend compte de son action au Président et au Conseil d'administration.



TITRE VI : ASSEMBLEE GENERALE

Article 17 : Composition

L'Assemblée générale comprend tous les membres adhérents disposant d'une voix délibérative. Seuls les membres à jour de leur cotisation au moment de la convocation à l'Assemblée générale peuvent délibérer.

Les adhérents peuvent se faire représenter par un mandataire muni d'un pouvoir régulier ; un adhérent ne peut se faire représenter que par un autre adhérent ayant lui-même le droit de participer à l'Assemblée générale.

Le vote par correspondance est interdit. Le vote par procuration donnée à un autre membre de l'Association ayant un droit de vote, est autorisé sans limitation de mandats.

Les pouvoirs en blanc sont attribués au Président (ou répartis par lui entre les membres employeurs du Bureau). En accordant les pouvoirs en blanc, les membres de l'Association sont censés émettre un avis favorable à toutes les propositions.

Les membres associés peuvent, sur leur demande, assister à l'Assemblée générale sans voix délibérative.

Article 18 : Fonctionnement

Les membres adhérents de l'Association se réunissent en Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire.

L'Assemblée générale des membres adhérents à l'Association, se réunit chaque année et chaque fois qu'elle est convoquée à l'initiative du Conseil d'administration ou sur la demande du quart au moins de ses membres.

L'Assemblée générale est convoquée 14 jours calendaires au moins avant la date de la réunion prévue. Cette convocation peut se faire par tous moyens.

L'ordre du jour est établi par le Conseil d'administration ou les membres à l'initiative de sa convocation.

Le Bureau de l'Assemblée générale est celui du Conseil d'administration.

L'Assemblée générale entend le rapport du Conseil d'administration sur la gestion et la situation financière et morale de l'Association. Elle approuve les comptes de l'exercice clos, le montant des cotisations et la grille tarifaire et donne quitus au Conseil d'administration de sa gestion. Elle ratifie le budget prévisionnel de l'exercice en cours et délibère sur les questions mises à l'ordre du jour.



9

En cas de sur-désignation d'administrateurs par rapport au nombre de postes à pourvoir au Conseil d'administration dans un collège, l'Assemblée générale choisit les personnes désignées qui siégeront selon les modalités définies à l'article 10.

Les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité de ses membres présents ou représentés. Les résolutions de l'Assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire. Une copie du procès-verbal, du rapport annuel et des comptes est tenue à la disposition de tous les membres de l'Association.

Sur décision du Président, l'Assemblée générale est réunie par visio-conférence ou tout autre moyen de mise en relation à distance adapté. Le membre participant à la réunion de l'Assemblée générale à distance est réputé présent. Pendant cette réunion, les votes peuvent être organisés sous forme électronique (e-mail) ou toute autre forme de vote à distance (vote oral, vote à main levée...).

Le Président peut consulter les membres de l'Assemblée générale dans le cadre d'une consultation écrite par email. La consultation écrite précise ses modalités de déroulement. Une décision adoptée dans un tel cadre est réputée prise en Assemblée générale. Un relevé de décisions est signé par le Président.

TITRE VII ORGANE DE SURVEILLANCE ET DE CONSULTATION

Article 19 : Commission de contrôle

L'organisation et la gestion de l'Association sont placées sous la surveillance d'une Commission de contrôle composée d'un tiers de représentants employeurs et de deux tiers de représentants de salariés, désignés pour quatre (4) ans dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le Président de la Commission de contrôle est élu parmi les représentants des salariés. Le secrétaire est élu parmi les membres employeurs. Les modalités d'élection sont précisées dans le règlement intérieur de la Commission.

La fonction de Président de la Commission de contrôle est incompatible avec celle de vice-Président ou de trésorier du Conseil d'administration.

Des représentants des médecins du travail peuvent assister, avec voix consultative, à la Commission de contrôle dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Les règles de fonctionnement et les attributions de la Commission de contrôle sont précisées dans le règlement intérieur qu'elle élabore.

Les représentants ne peuvent effectuer plus de deux mandats de quatre (4) ans consécutifs ou 8 ans consécutifs.



10

TITRE VIII REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSOCIATION

Article 20 : Règlement intérieur

Le règlement intérieur de l'Association est établi par le Conseil d'administration et porté à la connaissance de la plus proche Assemblée générale. Il est modifié dans les mêmes conditions.

TITRE IX MODIFICATION DES STATUTS

Article 21 : Modalités

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée générale extraordinaire sur proposition du Conseil d'administration ou de la moitié des membres dont se compose l'Assemblée générale. Dans ce dernier cas, cette modification devra être adressée au Président du Conseil d'administration en vue de la convocation de l'Assemblée générale extraordinaire.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée générale requiert la présence d'au moins un quart des membres adhérents présents ou représentés, à jour de leur cotisation. Si le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée générale est à nouveau convoquée à quinze jours au moins d'intervalle. Elle peut lors de cette deuxième réunion valablement délibérer quel que soit le nombre de ses membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

TITRE X DISSOLUTION

Article 22 : Modalités

L'Assemblée générale extraordinaire, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association est convoquée spécialement à cet effet et doit comprendre au moins la moitié de ses adhérents en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée générale est convoquée de nouveau à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre de ses membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 23 : Liquidation

En cas de dissolution volontaire ou prononcée en justice, l'Assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association. Elle attribue l'actif net conformément à la réglementation en vigueur.



11

TITRE XI DISPOSITIONS DIVERSES

Article 24 : Rapports – communication de documents

Le Président du Service de Prévention et de Santé au Travail Interentreprises (SPSTI) établit et présente le rapport annuel relatif à l'organisation, au fonctionnement et à la gestion financière à la Commission de contrôle et au Conseil d'administration. Cette présentation est faite au plus tard à la fin du quatrième mois qui suit l'année pour laquelle il a été établi.

Un rapport comptable d'entreprise, certifié par un commissaire aux comptes, est versé en complément du rapport précité au plus tard avant la fin du premier semestre suivant l'exercice considéré (D4622-57 du code du travail).

Une liste de documents fixée par Décret est en outre communiquée aux membres et rendue publique.

Article 25 : Déclarations

Les changements de Président et de Directeur de l'Association, ainsi que toutes modifications apportées aux statuts, sont portés à la connaissance du Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités dans un délai de trois mois.

Article 26 : Mesures transitoires liées à l'entrée en vigueur de la Loi du 2 août 2021

La nouvelle composition du Conseil d'administration issue de la Loi du 2 août 2021 et définie dans les présents Statuts s'applique au Conseil d'administration dont le mandat débute le 1^{er} avril 2022. Jusqu'à cette date, les mandats en cours à la date de l'adoption des Statuts demeurent en vigueur.

L'assemblée générale extraordinaire ayant approuvé les présents Statuts désigne un mandataire spécial, membre adhérent du SPSTI, pour, en cas de besoin, assurer l'administration de l'Association jusqu'à la mise en place de la nouvelle gouvernance conforme à la Loi du 2 août 201 si celle-ci n'est pas mise en place à la date du 1^{er} avril 2022.

Un tel mandataire spécial, membre adhérent du SPSTI, n'a vocation à intervenir au 1^{er} avril 2022 que dans les cas limitatifs suivants :

- l'absence de désignation par toutes les Organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel de représentants employeurs pour siéger au Conseil d'administration à compter du 1^{er} avril 2022 (aucun représentant des Organisations patronales n'a été désigné) ;
- l'absence de désignation par toutes les Organisations professionnelles de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel de salariés des entreprises adhérentes pour siéger au Conseil d'administration à compter du 1^{er} avril 2022 (aucun représentant des Organisations syndicales n'a été désigné) ;

12 

- la désignation par les Organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel d'un nombre de représentants supérieur au nombre des postes à pourvoir par le collège employeur. La procédure définie en prévision de cette hypothèse sera alors mise en œuvre pour définir les représentants pouvant siéger au Conseil d'administration.
- La désignation par les organisations professionnelles de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel d'un nombre de représentants supérieur au nombre de postes à pourvoir pour le collège salarié. La procédure définie en prévision de cette hypothèse sera alors mise en œuvre pour définir les représentants pouvant siéger au Conseil d'administration.
- Le Conseil d'administration comprend des représentants désignés des deux collèges mais n'élit son Bureau que postérieurement au 1^{er} avril 2022.

Le mandataire spécial, membre adhérent du SPSTI, n'assumera les pouvoirs du Conseil d'administration et de membres du Bureau que :

- dans le cadre de la stricte gestion courante dans le respect des attributions confiées par la loi au directeur, toute décision l'excédant devant être différée jusqu'à la mise en place de la nouvelle gouvernance ;
- pour assurer les démarches auprès des organisations représentatives interprofessionnelles au nom de l'Association et organiser les actions et instances nécessaires à la mise en place de la gouvernance définie par la loi ;
- pour assumer les droits et obligations liés à la qualité d'employeur.


Il peut prendre toute décision urgente nécessaire à la survie de l'Association ou à sa continuité que le Directeur ne peut prendre dans le cadre de sa délégation de pouvoirs et de l'article L.4622-16 du Code du travail.


En cas de difficulté d'exécution de sa mission, il est mandaté pour saisir le Tribunal compétent afin de désigner un administrateur judiciaire qui assumera alors l'administration de l'Association jusqu'à la mise en place d'une gouvernance conforme à la Loi.

Les délégations, notamment de signatures, du Directeur demeurent en vigueur au-delà du 1^{er} avril 2022, même si le nouveau Président n'a pas été élu à cette date.

Dès que le Conseil d'administration est régulièrement composé au regard de la Loi du 2 août 2021, il peut être convoqué moyennement le respect d'un délai de 72 heures minimum pour élire les membres du Bureau entrant en fonction le 1^{er} avril 2022 ou à la date de leur élection si elle est postérieure. Un tel Conseil peut se réunir en présentiel et/ou en visioconférence. Il peut être convoqué par le Président sortant (jusqu'au 31 mars 2022) ou le mandataire spécial, membre adhérent du SPSTI (à partir du 1^{er} avril 2022).

Les membres du Conseil peuvent voter par procuration.



 PATRICK ESAMP
 ADMINISTRATEUR


 13
 Président - Francis VERCHÈRE

